

Au Tigré, la guerre à huis clos médiatique

AFRIQUE L'armée éthiopienne annonce la prise de trois villes dans la province rebelle. Un humanitaire témoigne du blocus imposé au Tigré et de la façon dont le conflit est en train de basculer en faveur du gouvernement, tenté d'écraser la rébellion

SIMON PETITE
@simonpetite

Voilà des semaines que cet humanitaire, qui a souhaité conserver son anonymat, attend de pouvoir rentrer au Tigré, province rebelle du nord de l'Éthiopie, où le conflit s'est brusquement accéléré. Ce mardi, l'armée éthiopienne a annoncé la prise de trois villes de cette région sécessionniste presque deux ans après le début des hostilités entre les rebelles tigréens et le gouvernement fédéral d'Addis Abeba. Parmi les conquêtes annoncées: la ville clé de Shire dans le nord du Tigré, 100 000 habitants avant le début du conflit, dont se seraient retirés les rebelles. L'armée éthiopienne avance aussi depuis le sud sur la route en direction de la capitale régionale Mekelle.

«Aucune solution militaire»

L'humanitaire qui était basée à Mekelle avant un retour en Europe qu'il pensait temporaire décrit une ville bien organisée et propre, où les pénuries sont moins prononcées grâce à la contrebande. «Les Tigréens veulent maintenir cette vitrine», interprète-t-il. Les quelques fois où il a pu sortir de la ville – l'essence est rare et chère au Tigré – ce témoin a pu voir les traces de la guerre dans les campagnes, comme les carcasses de blindés. La minorité tigréenne avait régné d'une main de fer sur l'Éthiopie pendant vingt-sept ans. Jusqu'à l'avènement du premier ministre Abiy Ahmed en 2018, qui a fait la paix avec l'Erythrée sur le dos des anciens maîtres d'Addis Abeba.

Le Tigré est soumis depuis deux ans à un blocus de la part de l'armée éthiopienne, mais aussi, au nord, de la part de l'Erythrée, dont les forces combattent les rebelles tigréens. Hier, le nouveau haut-commissaire aux droits



Un camion du Programme alimentaire mondial brûle dans la région d'Àfar, seul passage pour les convois humanitaires à destination du Tigré. (SEMERA, 10 JUIN 2022/EDUARDO SOTERAS/AFP)

de l'homme de l'ONU, Völker Turk, dénonçait les pertes civiles à cause des bombardements. Parmi les victimes, un membre d'une ONG qui effectuait une distribution de nourriture à des femmes et des enfants vendredi dernier. Lundi, le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, appelait à la fin immédiate des combats et au retrait des troupes érythréennes. «Il n'y a aucune solution militaire», suppliait le patron de l'ONU. Les belligérants ne l'entendent pas de cette

oreille. Avec son allié érythréen, le premier ministre Abiy Ahmed est tenté d'écraser définitivement la rébellion tigréenne. Les combats ont repris de plus belle le 24 août. Depuis, les négociations entre les deux camps prévues sous l'égide de l'Union africaine n'ont jamais commencé. Un nouveau retournement dans ce conflit qui en a déjà connu plusieurs. Dans une première phase de la guerre, les rebelles tigréens avaient été contraints d'abandonner les villes pour se réfugier dans

les montagnes. Puis, au début de l'été 2021, à la surprise générale, ils avaient chassé l'armée éthiopienne de leur région. A l'automne de la même année, les rebelles avançaient aux portes de la capitale Addis Abeba. Ils ont depuis battu en retraite et sont à nouveau dos au mur.

Appel à Elon Musk

«Les rebelles sont en position de faiblesse mais ils sont prêts à se battre jusqu'au dernier», témoigne l'humanitaire. «Les rares huma-

nitaires étrangers n'ont droit qu'à un seul ordinateur et un seul téléphone portable sur place», raconte-t-il. La semaine dernière, l'Éthiopie a permis à deux avions de l'ONU de se poser au Tigré. «Des expatriés ont pu revenir au Tigré mais sans cash – les transferts bancaires sont impossibles depuis deux ans – ni matériel. Les hôpitaux du Tigré commencent à manquer de médicaments, alors qu'ils sont confrontés à un afflux de blessés. C'est insoutenable», poursuit l'humanitaire. Les besoins

sont immenses. Comme les combats ont débordé dans les régions voisines de l'Amhara et de l'Àfar, plus de 13 millions de personnes dépendent d'une assistance internationale, selon l'ONU, et des centaines de milliers d'entre elles sont menacées de famine. Les pénuries alimentaires sont le plus prononcées à l'intérieur du Tigré. Selon

«Les rebelles sont en position de faiblesse mais ils sont prêts à se battre jusqu'au dernier»

UN HUMANITAIRE, RESTÉ ANONYME

les dernières enquêtes menées par l'ONU dans le sud de la région, un quart des enfants de moins de 5 ans souffraient de malnutrition. L'Éthiopie assure éviter les combats en zone urbaine pour épargner les habitants. Quant à l'aide humanitaire, elle sera acheminée dans les zones reprises aux rebelles, selon un communiqué gouvernemental ce mardi.

Le conflit au Tigré s'enflamme dans un huis clos médiatique. Les journalistes sont soigneusement tenus éloignés. Internet est systématiquement coupé. «Notre seul moyen de communiquer avec le monde extérieur, c'était le téléphone satellite», relate l'humanitaire. Pour briser ce siège qui est aussi informationnel, des sympathisants du Tigré ont lancé une pétition pour que le milliardaire américain Elon Musk fournisse à la province son système Starlink de connexion satellitaire, comme il le fait pour l'Ukraine. Suffisant pour mobiliser autour de ce conflit oublié? ■

Poutine ou la perversion de la religion

ÉGLISE Alors que le président russe se présente comme le grand défenseur de la morale chrétienne face à un Occident décadent, que sait-on du lien qu'entretient le chef du Kremlin avec la religion?

ANNE-SYLVE SPRENGER, (PROTESTINFO)

Vladimir Poutine croit-il vraiment ce qu'il dit lorsqu'il déclare mener une guerre sainte contre un Occident perverti? Serait-il mu par un réel sentiment religieux face à ce qu'il décrit comme «un satanisme pur et simple»* des élites occidentales ou ne serait-on que dans une entreprise de justification fallacieuse? Que sait-on de son lien personnel avec la religion?

«D'une manière générale, on sait très peu de choses sur sa vie privée», avertit immédiatement Antoine Nivière, spécialiste de l'histoire culturelle et religieuse russe à l'Université de Lorraine. «Dans un livre d'entretiens publié au début de son premier mandat présidentiel, Vladimir Poutine raconte qu'il a été baptisé secrètement par sa mère dans son enfance, son père étant un fervent communiste», relate l'historien.

«Vladimir Poutine, né en 1952 à grandi dans un milieu soviétique «moyen», où la religion était considérée comme une aliénation et un héritage du passé», éclaire le philosophe et journaliste Michel Eltchaninoff, auteur de *Dans la tête de Vladimir Poutine*. «Dans les années 1970, la fréquentation des églises pouvait vous faire perdre votre travail ou même vous envoyer dans les camps», poursuit l'essayiste, pour qui il semble «douteux que Poutine, fasciné par le soviétisme de la Seconde Guerre mondiale et entré au

KGB, ait manifesté un quelconque sentiment religieux à cette période». Comment l'ancien agent en serait-il venu à s'intéresser à la religion? «Dans les années 1980, à la faveur de la levée de censure initiée par le dernier dirigeant soviétique Mikhaïl Gorbatchev, la société russe s'est intéressée à son passé», expose Michel Eltchaninoff. «La religion a alors eu pignon sur rue et Vladimir Poutine a sans doute tout simplement suivi une partie de la société russe dans sa redécouverte de l'orthodoxie.»

Authenticité trouble

«Avec le KGB, l'Église orthodoxe russe a été d'ailleurs l'une des seules institutions à survivre à la nouvelle époque démocratique», relève Antoine Arjakovsky, historien et codirecteur du pôle Politique et Religions du Collège des Bernardins. «Dans la Fédération de Russie, l'Église orthodoxe a pris la place du Parti communiste comme idéologie structurante, lui permettant de continuer à s'opposer à l'Occident.» Et sur le plan personnel? «Vladimir Poutine raconte dans sa biographie autorisée *Première personne* (2000) qu'au début des années 1990, quand il a dû se rendre en Israël dans le cadre de ses fonctions à la mairie de Saint-Petersbourg, sa mère lui a confié sa croix de baptême pour qu'il la fasse bénir au Saint-Sépulchre», indique Antoine Nivière. «Il affirme depuis ne plus s'en séparer.»

En 2001, Vladimir Poutine aurait également confié à George W. Bush, qui le rapporte dans ses propres mémoires, que ce pendentif était le seul objet ayant échappé miraculeusement à l'incendie de sa datcha en 1996. «Lorsque les pompiers sont arrivés, il leur a dit que tout

ce qui lui importait était cette croix», écrit l'ancien président américain. Alors, croyant, Vladimir Poutine? A en croire les spécialistes interrogés, rien ne serait moins sûr.

«Tout en respectant la culture et la religion orthodoxes, Vladimir Poutine ne peut être considéré comme un croyant orthodoxe actif», recadre sans hésitation Nikolay Mitrokhin, sociologue et historien russe à l'Université de Brême. Il en veut pour preuve la gêne manifeste du président russe lors des

«Poutine a compris qu'il pouvait s'appuyer sur l'Église orthodoxe dans son projet de reconstruction d'une identité nationale»

MICHEL ELTCHANINOFF, AUTEUR DE «DANS LA TÊTE DE VLADIMIR POUTINE»

services religieux: «Plusieurs fois par an, Vladimir Poutine se rend dans une église pour les grandes fêtes. Il s'y tient debout avec un cierge dans la main, mais cela s'arrête là. Il ne connaît ni les gestes rituels ni leur sens.» Un surnom aurait même été inventé pour les fonctionnaires russes se comportant de la même manière: «les chandeliers».

Comment comprendre dès lors l'omniprésence de la religion dans ses discours? «Arrivé à la tête du pays en 2000, Poutine a

vite compris que l'Église orthodoxe pouvait constituer un appui idéologique dans son projet de reconstruction d'une identité nationale», analyse Michel Eltchaninoff. «La religion est un outil important de sa domination politique. Il se sert d'elle avec pragmatisme et cynisme», assène-t-il. Même sentiment du côté d'Antoine Nivière: «Vladimir Poutine s'affiche à l'église: il s'y rend en général trois fois par année, pour Noël, Pâques et le dimanche du Pardon. Et à la fête de la Théophanie, il se jette dans l'eau glacée d'une rivière venant d'être bénie, comme le veut la tradition. Ça lui permet de jouer sur les deux tableaux à la fois, du religieux et de l'homme fort.» Nikolay Mitrokhin pointe d'ailleurs dans ce sens que «dans les faits, l'Église orthodoxe russe a reçu beaucoup plus d'argent, de propriétés ou de droits pendant la présidence de Boris Eltsine ou de Dmitri Medvedev que pendant le long règne de Poutine.»

Fanatisme apocalyptique

«Je ne pense pas que Poutine soit purement dans la rhétorique», estime cependant Antoine Arjakovsky. «Il croit sincèrement que la civilisation russe est menacée par l'Occident et qu'il est dans sa mission de restaurer une Russie éternelle, qui offrira une voie de salut pour le monde entier.» Dans son homélie du 25 septembre, le patriarche Kirill, chef de l'Église orthodoxe russe, a d'ailleurs déclaré que «les Russes tués au combat auront tous leurs péchés pardonnés... Selon Antoine Arjakovsky, Poutine serait «dans la même configuration psychologique qu'Hitler au mois d'avril 1945, soit enfermé dans une idéologie religieuse et apocalyptique. C'est plus qu'inquiétant.» ■

«Charlie Hebdo»: perpétuité requise contre un accusé

PROCÈS L'accusation a requis hier la perpétuité et 20 ans de réclusion à l'encontre des deux accusés rejugés en appel, près de huit ans après les attentats

AFP

Le Ministère public a demandé la plus lourde peine, la réclusion criminelle à perpétuité avec une période de sûreté de 22 ans, à l'égard d'Ali Riza Polat, accusé de complicité des crimes commis en janvier 2015 par Amedy Coulibaly et les frères Saïd et Chérif Kouachi. Condamné en première instance en décembre 2020 à 30 ans de réclusion criminelle, il était «au coeur des préparatifs de ces tueries monstrueuses», a estimé l'avocate générale Manon Brignol, qui a souligné la «dangerosité extrême» du Franco-Turc de 37 ans. Il était le «bras droit» d'Amedy Coulibaly, auprès duquel il était «omniprésent» et «jusqu'à la dernière heure», et a «apporté une aide déterminante aux terroristes» à la fois matérielle et dans la recherche et la fourniture d'armes, a-t-elle appuyé.

L'accusation a requis à l'encontre du second accusé, Amar Ramdani, une peine de 20 ans de réclusion criminelle, assortie d'une période de sûreté des deux tiers. Il est accusé d'avoir fourni les armes qui ont «servi à tuer» cinq des dix-sept victimes des attentats. ■